

SYNDICAT DU BASSIN VERSANT DU NÉ

Comité Syndical du 13 décembre 2023

Extrait du Registre des délibérations

L'an deux mille vingt-trois et le 13 décembre à dix-huit heures, le comité du Syndicat du Bassin Versant du Né, légalement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Alain TESTAUD.

Date de convocation : décembre 2023 – Quorum : 18

Nombre de délégués titulaires : 34 – Nombre de délégués titulaires présents : 14

Nombre de délégués suppléants : 34 – Nombre de délégués suppléants présents : 5

Nombre de délégués suppléants ayant pris part au vote : 5

Secrétaire de séance : M. Jean-François MAURANGE

CDC 4B					
Délégués titulaires	présents	excusés	Délégués suppléants	Présents	excusés
Alain TESTAUD	X		Gaëlle GOMBEAU		
Allain DUBROCA		X	David BLANCHON	X	
Benoit PELLETIER	X		Brigitte BAUCANNE	X	
Jean-Pierre BARBOT		X	Eric CHAIGNAUD		
Emmanuel ARNAULT	X		Michèle BELLY	X	
Martine MONTAUT	X		Frédéric BARON		
Christian BOULETTE	X		Jean-Pierre HERROUET	X	
Dominique de CASTELBAJAC DE LA CROIX		X	Aurélien VALLEAU		X
Laurent BUZARD		X	Thierry MONTENON		X
Vincent RENAUDIN		X	Guy GIRARD	X	

CA GRAND ANGOULEME					
Délégués titulaires	présents	excusés	Délégués suppléants	Présents	excusés
Jean-Christophe THIAIT		X	Thierry MOTEAU		

CA GRAND COGNAC					
Délégués titulaires	présents	excusés	Délégués suppléants	Présents	excusés
Dominique MERCIER	X		Eric RAMBAUD		
Hélène BRISSON	X		Dominique BURTIN		X
Stéphane DEBORDE		X	Gaëlle ARNAUD		
Jean-François MAURANGE	X		Bruno NAUDIN-BERTHIER		X
Tony PINEAU	X		Cyril THIERS		X

AR Prefecture

016-200079085-20231213-805-DE
 Reçu le 15/12/2023
 Publié le 15/12/2023

Jean-Luc BALLOUT		X	Jérôme SOURISSEAU		
Stéphane NADAUD			Yoann BASSON		X
Jacques DESLIAS	X		Marlène SANSONNET		
Christian MATIGNON		X	Sylvie BRISSAUD		X
Jean-Claude BRITON			Philippe RABY		X
Bruno GAY	X		Romain RICHARD		
Christian JOBIT			Pierre-Louis RABY		
Jean-Claude D'EUSANIO	X		Elisabeth DUMONT		X
Marie-Christine GALLAU			Gaël VARACHAUD		X
Nicolas POURIN	X		Gilbert RAMBEAU		X
Fabien DELISLE		X	Carole MEUNIER		X
Paul BELLAVOINE		X	Brice MOUGIN		X

CDC HAUTE SAINTONGE					
Délégués titulaires	présents	excusés	Délégués suppléants	Présents	excusés
Pierre-Noël ROY	X		Eric DROUINAUD		X
Vincent MERCIER			Paul MANICOT		
Adrien GOYON		X	Jacques LANDRY		

CDC LAVALETTE TUDE DRONNE					
Délégués titulaires	présents	excusés	Délégués suppléants	Présents	excusés
Pierre VARAILLON-LABORIE		X	Pascal DELPECH		
Pierre BONNEAU		X	Jean-François SERVANT		X
Jean-Claude CHEVALIER		X	Joël BRILLOUET		

Assistaient à la séance

M. PAULHAC Laurent, Directeur du Syndicat du Bassin Versant du Né, M. BEBIEN Benoît, technicien milieux aquatiques, Mme PIETTE Margaux, technicienne zones humides, Mme Mélina CALVY animatrice de la gestion intégrée et Mme DUBOIS Fabienne, secrétaire du Syndicat du Bassin Versant du Né.

DELIBERATION N°805

Objet : Mode de gestion des amortissements et immobilisations en M57

Exposé :

La mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57 développée par nature, au 1^{er} janvier 2024 implique de fixer le mode de gestion des amortissements et des immobilisations. En effet, conformément aux dispositions de l'article L2321-2-27 du code général des collectivités territoriales (CGCT), pour les communes ou les syndicats dont la population est égale ou supérieure à 3 500 habitants, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles est considéré comme une dépense obligatoire à enregistrer dans le budget de la collectivité. Pour rappel, sont considérés comme des immobilisations tous les biens destinés à rester durablement et sous la même forme dans le patrimoine de la collectivité, leur valeur reflétant la richesse de son patrimoine. Les immobilisations sont imputées en section d'investissement et enregistrées sur les comptes de la classe 2 selon les règles suivantes :

Les immobilisations incorporelles en subdivision du compte 20 ;

Les immobilisations corporelles en subdivision des comptes 21, 22 (hors 229), 23 et 24 ;

Les immobilisations financières en subdivision des comptes 26 et 27.

L'amortissement est une technique comptable qui permet chaque année de faire constater forfaitairement la dépréciation des biens et de dégager une ressource destinée à les renouveler. Ce procédé permet de faire figurer à l'actif du bilan la valeur réelle des immobilisations et d'étaler dans le temps la charge consécutive à leur remplacement.

Dans ce cadre, les communes ou les syndicats procèdent à l'amortissement de l'ensemble de l'actif immobilisé sauf exceptions (œuvres d'art, terrains, frais d'études suivies de réalisation et frais d'insertion, agencements et aménagements de terrains, immeubles non productifs de revenus...).

Par ailleurs, les durées d'amortissement sont fixées librement par l'assemblée délibérante pour chaque catégorie de biens, sauf exceptions, conformément à l'article R2321-1 du CGCT.

Dans le cadre de la mise en place de la M57, il est proposé de mettre à jour la délibération n°459 du 20 mars 2012 en précisant les durées applicables aux nouveaux articles issus de cette nomenclature (cf. annexe jointe), les autres durées d'amortissement, correspondant effectivement aux durées habituelles d'utilisation, restant inchangées.

Enfin, la nomenclature M57 pose le principe de l'amortissement d'une immobilisation au prorata temporis. Cette disposition nécessite un changement de méthode comptable, le syndicat calculant en M14 les dotations aux amortissements en année pleine, avec un début des amortissements au 1^{er} janvier N + 1. L'amortissement prorata temporis est pour sa part calculé pour chaque catégorie d'immobilisation, au prorata du temps prévisible d'utilisation. L'amortissement commence ainsi à la date effective d'entrée du bien dans le patrimoine de la collectivité.

Ce changement de méthode comptable s'appliquerait de manière progressive et ne concernerait que les nouveaux flux réalisés à compter du 1^{er} janvier 2024, sans retraitement des exercices clôturés. Ainsi, les plans d'amortissement qui ont été commencés suivant la nomenclature M14 se poursuivront jusqu'à l'amortissement complet selon les modalités définies à l'origine.

AR Prefecture

016-200079085-20231213-805-DE

Reçu le 15/12/2023

Publié le 15/12/2023

En outre, dans la logique d'une approche par les enjeux, une entité peut justifier la mise en place d'un aménagement de la règle du prorata temporis pour les nouvelles immobilisations mises en service, notamment pour des catégories d'immobilisations faisant l'objet d'un suivi globalisé à l'inventaire (biens acquis par lot, petit matériel ou outillage, fonds documentaires, biens de faible valeur...).

Dans ce cadre, il est proposé d'appliquer par principe la règle du prorata temporis et dans la logique d'une approche par enjeux, d'aménager cette règle pour d'une part, les subventions d'équipement versées de faible valeur soit inférieur à 1 000 € TTC, d'autre part, les biens de faible valeur c'est-à-dire ceux dont le coût unitaire est inférieur au seuil de 1 000 € TTC et qui font l'objet d'un suivi globalisé (un numéro d'inventaire annuel par catégorie de bien de faible valeur). Il est proposé que ces biens de faibles valeurs soient amortis en une annuité au cours de l'exercice suivant leur acquisition.

Résolution :

Après avoir délibéré, le Comité Syndical à l'unanimité des membres présents, décide :

- D'approuver la mise à jour de la délibération n°459 du 20 mars 2012 en précisant les durées applicables aux nouveaux articles issus de cette nomenclature, conformément à l'annexe jointe, les autres durées d'amortissement, correspondant effectivement aux durées habituelles d'utilisation, restant inchangées.
- D'aménager la règle du prorata temporis dans la logique d'une approche par enjeux, pour les subventions d'équipement versées et les biens de faible valeur, c'est-à-dire ceux dont le coût unitaire est inférieur au seuil de 1 000 € TTC, ces biens de faible valeur étant amortis en une annuité unique au cours de l'exercice suivant leur acquisition.
- D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer tout document permettant l'application de la présente délibération.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme.

Le Président,
Alain TESTAUD

SYNDICAT DU BASSIN VERSANT DU NÉ

2186 route de l'église

chez Guérin

10300 LAGARDE SUR LE NÉ

Tél. : 05 45 78 74 45

AR Prefecture

016-200079085-20231213-805-DE
Reçu le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023

Annexe 1**DUREE D'AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS
CORPORELLES ET INCORPORELLES**

Le seuil unitaire minimal des subventions d'équipement et des immobilisations de faible valeur est fixé à 1 000 € TTC et en dessous duquel ils seront amortis en une annuité au cours de l'exercice suivant leur acquisition.

Immobilisations corporelles :

Véhicules	7 ans
Mobilier	4 ans
Matériel informatique	4 ans
Onduleur – imprimante	4 ans
Photocopieur	5 ans
Outillage, matériels de voirie et divers	5 ans
Installations et appareils de chauffage	10 ans
Appareils de laboratoire	5 ans
Installations et aménagements de réseaux divers	10 ans
Autres équipements et aménagements de terrains	20 ans
Installations, aménagement et agencements divers	10 ans
Bâtiments légers, abris	10 ans
Agencements de bâtiments, aménagements	
installations électriques et téléphones, canalisations	15 ans
Mobilier urbain	6 ans
Plantations	3 ans
Matériel et outillage d'incendie et défense civile	10 ans
Autres installations, matériels et outillage techniques	10 ans

Immobilisations incorporelles :

Logiciel	2 ans
Frais d'études non suivis de réalisation	5 ans
Frais d'insertion	5 ans

